



L'irrésistible ascension des Houthis au Yémen : la rébellion à l'ère des conflits par adversaires interposés

The Unstoppable Ascendancy of the Houthis in Yemen: A Rebellion Amidst an Era of Proxy Warfare

LACEB Ferhat

Université de Tizi Ouzou (Algérie)

Ferhat.laceb@ummto.dz

Résumé :	Informations sur l'article
<p><i>Cet article examine la question de l'ascension militaire des Houthis .Il met en exergue l'alliance du président du Yémen Abdallah Saleh avec les Américains à partir de 2001, jusqu'à la prise du pouvoir dans la capitale Sanaa par la rébellion houthiste. Il analyse également la crise politique dans la foulée des Printemps arabes, le départ du président Abdallah Saleh, les combats pour le pouvoir et la transition politique qui s'est ensuivie. Enfin, le texte décrypte la position des Saoudiens et des Emiratis, qui ont tendance de tout voir à travers le prisme de l'opposition entre chiïtes et sunnites, en accusant l'Iran d'apporter un soutien aux rebelles.</i></p>	<p>Reçu:11/09/2022 Acceptation:13/01/2023</p> <p><u>Mots clés:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Houthis ✓ Yémen ✓ Rébellion
Abstract :	Article info
<p><i>This article provides an insightful analysis of the Houthis' rise to power, shedding light on the alliance between Yemeni President Abdallah Saleh and the United States from 2001 until the onset of the Houthi rebellion in the capital city of Sana'a. It delves into the political crisis triggered by the Arab Spring, President Abdallah Saleh's departure, and the subsequent power struggles and political transition. Furthermore, the text scrutinizes the perspective of Saudi Arabia and the United Arab Emirates, who tend to view events through the lens of the Shiite-Sunni opposition, accusing Iran of providing support to the rebels.</i></p>	<p>Received :11/09/2022 Accepted :13/01/2023</p> <p><u>Keywords :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Houthis ✓ Yemen ✓ Rebellion

❖ **Introduction :** les Houthis qui sont à l'origine aussi bien un mouvement politique qu'un clan familial est fondé par Hussein al-Houthi du nom de son village el-Houth au nord du Yémen .Et à partir de 2001, quand le président du Yémen Abdallah Saleh a fait alliance avec les Américains, ce mouvement s'est rebellé contre le pouvoir central en place et a pris le pouvoir dans la capitale Sanaa . La crise politique dans la foulée des Printemps arabes, le départ du président Abdallah Saleh et les combats pour le pouvoir, ont laissé place aux milices qui se sont renforcées davantage. Les Saoudiens, ennemis jurés des Houthis, accusent régulièrement l'Iran d'apporter un soutien aux rebelles. Cependant, depuis 2015, le Yémen connaît sa pire crise humanitaire, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a imposé un blocus terrestre, maritime et aérien complet. Des milliers de personnes ont été tuées dans les combats et le pays fait face à une grande épidémie de choléra et de famine. Alors, comment cette milice est devenue un acteur incontournable dans la région du Moyen-Orient ? Quel rôle joueront les États-Unis dans l'issue de cette crise politico-militaire ?

❖ **Les Houthis une rébellion à vocation religieuse :** les Houthis représentent environ 25 % de la population du Yémen. Bien qu'appartenant à la secte chiite de l'islam (les Zaydites), ils se démarquent de la pratique chiite dominante en Iran, en Irak et au Liban. Les Zaydites tirent leur nom de Zaid ibn Ali, l'arrière-petit-fils d'Ali, gendre du prophète et quatrième calife qui a été tué lors d'un soulèvement. Zaid est vénéré comme un leader qui s'est battu contre un régime corrompu. Les Zaydites croient qu'il est de leur devoir religieux de lutter contre les dirigeants injustes, ce qui contraste avec la plupart des doctrines sunnites et chiites qui encouragent généralement l'unité plutôt que le désordre.

Sur le plan du dogme, Bonnefoy (2017) souligne que le zaydisme comme l'explique Laurent Bonnefoy est souvent décrit comme un chiisme modéré. Il est issu d'une scission survenue au VIII^e siècle autour d'un (*Sayyid*). Cette division est récusée tant par les sunnites omeyyades que par ceux qui formeront plus tard la branche chiite dite duodécimaine, dominante aujourd'hui en Iran et en Irak.

Laurent Bonnefoy affirme également que les Zaydites ne rejettent pas explicitement les trois premiers califes successeurs du Prophète, Abou Bakr, Omar et Othman, vénérés par les sunnites ; ils ne croient pas à l'existence d'un imam caché, et leur jurisprudence (*fiqh*) est considérée comme proche de celle du sunnisme chaféite (cité dans : Bonnefoy, 2017).

Lackner (2017) explique à son tour que de nombreux zaydites, qui sont devenus par la suite des dirigeants houthis et d'autres membres de cette communauté, ont été incités à aller étudier dans les écoles religieuses en Iran, bien que le zaydisme soit une forme d'idéologie chiite très différente de celle des Iraniens.

Depuis un millier d'années, les Zaydites vivent dans les montagnes de l'ancien Yémen du Nord, dans l'actuelle province de Saada, à la frontière de

l'Arabie saoudite. En 1978, Ali Abdullah Saleh, un zaydite, prend le pouvoir dans l'ancien Yémen du Nord. Douze ans plus tard, le Yémen du Nord et le Yémen du Sud ont été réunifiés en un seul pays. Le règne de Saleh va durer jusqu'en 2011.

À la fin des années quatre-vingt, des instituts salafistes financés par l'Arabie saoudite ont été établis dans le nord du Yémen avec le soutien de l'État. En conséquence, les Zaydites vont se sentir marginalisés. Ils réagissent en essayant de faire revivre leur religion et leur culture sous la direction d'Hussein Badreddin al-Houthi, déclenchant ainsi la naissance du mouvement houthiste.

L'Arabie saoudite se veut le cœur battant du monde musulman, le pays l'est sans conteste sur le plan géographique, car il abrite les deux lieux les plus saints de l'islam (la Mecque et Médine). Mais sur le plan religieux, c'est une autre affaire car l'islam est multiple, il compte deux confessions principales (le sunnisme et le chiisme).

Au Yémen, selon Tétart (2015) la rébellion houthiste, mouvement contestataire des chiites zaydites, a été tellement stigmatisée par le gouvernement yéménite sur les scènes intérieure et régionale en tant qu'allié de l'Iran chiite, représentant donc une menace globale, qu'elle est aujourd'hui essentiellement analysée à travers le prisme d'une confrontation par alliés interposés entre l'Arabie sunnite et l'Iran chiite.

Les Printemps arabes ont remis à leurs tours les positions acquises au détriment des chiites comme c'est le cas en Syrie, où le régime de Bachar el-Assad, d'obédience alaouite, a perdu relativement le contrôle d'une bonne partie du pays, à l'inverse du Yémen où les chiites à tendance zaydite ont largement étendu leurs territoires.

Le pouvoir saoudien se déploie sur tous les fronts pour freiner la montée en puissance des chiites, en soutenant des groupes armés locaux en Syrie ou en intervenant directement comme au Yémen. Mais le terrain de manœuvre le plus sensible du pouvoir saoudien est situé à l'intérieur de ses frontières, il se trouve dans les provinces orientales du royaume, où réside une minorité chiite viscéralement hostile aux wahhabites et étroitement liée à l'Iran.

❖ **Les Houthis à l'heure de l'unification et des conflits :** le seul État marxiste du Moyen-Orient était contraint de s'unifier avec son voisin du Nord (la République arabe du Yémen) mais cette union ne fonctionne pas. Les deux Yémen pourtant si proches ne sont pas faits du même ADN. Après la chute de l'Empire ottoman au siècle dernier, le Nord était convoité par l'Arabie saoudite et il obtient son indépendance en 1918.

La monarchie chiite est renversée par un coup d'État en 1962 et donne naissance à la République arabe du Yémen, carrefour commercial important avec le port d'Aden. Le Sud reste, quant à lui, sous protectorat britannique jusqu'en

1967. Cette année-là, les troupes britanniques se retirent et cèdent la place à la République démocratique populaire du Yémen, alliée de l'Union soviétique. Après l'unification, le Nord domine rapidement le Sud, l'union se passe mal et dès 1994, le Sud engage une lutte de sécession, prémices d'une série d'affrontements meurtriers.

En 1990, après une décennie de division, le Sud et le Nord Yémen devenaient un seul et unique État (la République du Yémen), la ville de Sanaa est choisie comme capitale, le nordiste Ali Abdallah Saleh est nommé président, le numéro deux du Sud, Ali Salem al-Beidh, accède à la vice-présidence. À cette époque-là, le Sud (République démocratique populaire) se voyait privé du soutien de l'Union soviétique qui était au bord de l'agonie. Et puis l'Union des jeunes s'est transformée en Parti de droite, qui représente la secte Zaïdi au Yémen (cité dans : Sadek, 2010).

En 2002, le président yéménite renouvelle ses mises en garde aux Houthis. L'empressement du président à condamner son ami d'hier s'explique par la pression exercée par Washington. Certains conseillers de George Bush pensent que le gouvernement yéménite ne joue pas vraiment le jeu, car les Américains soupçonnent certains hauts dirigeants proches des milieux islamistes d'avoir des contacts avec *Al-Qaïda* (Organisation terroriste islamiste). Ils les accusent même d'avoir aidé les terroristes lors de l'attentat contre le navire de guerre l'*USS Cole* en 2000 (cité dans : Mikail, 2013) .

Le président Saleh, en engageant ouvertement la lutte contre les Houthis, va donner l'impression de combattre les terroristes alors que les Zaydites et les gens d'*Al-Qaïda* ne sont liés en aucune façon. En effet, *Al-Qaïda* considère les Zaydites comme des hérétiques. Et en créant cet amalgame, Saleh va aussi obliger les Américains à l'aider, en lui fournissant des équipements militaires.

Le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, est un des plus madrés de ces pompiers pyromanes, tant il a été récompensé pour contenir les feux alimentés par lui. Le Yémen est confronté, au nord comme au sud, à des menaces très sérieuses pour son intégrité territoriale par la dissidence dite houthiste (cité dans : Fillieu, 2013) mais c'est la guerre de 2003 en Irak qui a rendu le groupe plus actif politiquement, car d'après Mawla (2016) les Houthis se sont opposés à l'invasion de l'Irak par les États-Unis. Hussein al-Houthi commence à critiquer Saleh, en le qualifiant de dictateur soutenu par les États-Unis. Lorsque certains Houthis ont manifesté dans les mosquées de la capitale Sanaa, Saleh a tenté de réprimer le mouvement en envoyant des troupes pour arrêter Hussein al-Houthi, ce qui a déclenché le premier conflit armé entre le gouvernement et les Houthis. Hussein al-Houthi a été tué en 2004 et son frère Abdul Malik al-Houthi a pris la relève.

Malgré les différences religieuses, l'Iran va soutenir les Houthis. Ce mouvement acceptera le soutien de l'Iran, tout en s'opposant à l'ingérence directe. Pour les Iraniens, les Houthis sont une force contraire aux intérêts saoudiens et

cela leur suffisait. Depuis 2004, Sanaa doit faire face au nord à une rébellion houthiste qui dénonce une marginalisation de la communauté zaydite et au sud, aux djihadistes d'*Al-Qaïda*.

Dans le sillage des Printemps arabes de 2011, Abdulrahman (2018) souligne que les manifestations meurtrières à Sanaa ont poussé le président Saleh au départ après trente-trois ans de pouvoir. À vrai dire, Saleh détenait des dossiers qui révèlent l'implication du roi Fayçal dans un complot contre l'Égypte et la Palestine avant la guerre de 1967, et c'est l'un des facteurs qui ont poussé l'Arabie saoudite à accélérer sa chute.

Le président Abdrabbo Mansour Hadi lui succède mais il peine à stabiliser le pays. En 2014, l'insurrection houthiste, soutenue par l'Iran, prend le contrôle de Sanaa puis lance une offensive vers Aden. Le président Hadi s'exile chez son allié le roi d'Arabie saoudite. Au Yémen, l'affrontement entre le gouvernement et les rebelles Houthis a conduit l'Arabie saoudite à engager ses troupes contre les seconds, qu'elle accuse d'être à la solde de Téhéran (cité dans : Louis, 2020).

Le nouveau président Abdrabbo Mansour Hadi, également soutenu par les Saoudiens, a eu du mal à stabiliser le pays. Il n'a pas pu arrêter les attaques d'*Al-Qaïda*. La hausse des prix des carburants et le chômage galopant vont provoquer une nouvelle rébellion, où les Houthis vont se rallier à leur ancien ennemi juré, l'ancien président Saleh, qui avait encore des forces militaires qui lui étaient restées fidèles.

En 2015, les rebelles Houthis ont renversé le gouvernement et pris le contrôle des principales villes du Yémen. Suite à leur prise de Sanaa, ils se sont rebaptisés (Ansar Allah) ou (les partisans de Dieu) et ont ouvert le trafic aérien entre le Yémen et Téhéran car l'Iran leur avait promis du pétrole bon marché.

Selon Laurent (2015) leur montée au pouvoir inquiète les capitales arabes sunnites, notamment celles du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qu'elles considèrent comme les mains de Téhéran. Ils craignent que les Houthis ne deviennent des leviers pour « l'expansion » perso-chiite dans la péninsule arabique à partir du sud. Mais l'influence de l'Iran, si tant est qu'elle existe, est nouvelle, reste limitée et s'inscrit dans une logique d'opportunisme.

❖ **L'Arabie saoudite et les Houthis : un bras de fer interminable** : le roi Salman ben Abdelaziz d'Arabie saoudite monte sur le trône et voit dans les Houthis un danger, dans la guerre par procuration contre l'Iran. En 2015, l'Arabie saoudite lance l'opération *Tempête décisive* et réunit autour d'elle une coalition hétéroclite des États arabes sunnites (Emirats arabes unis (EAU), Qatar, Bahrein, Koweït, Jordanie, Égypte, Soudan et Maroc) et des États occidentaux (États-Unis, France, Royaume-Uni).

Les nouveaux princes, arrivés au pouvoir en janvier 2015 après la mort du roi Abdallah, cherchent d'après Levallois (2017) à s'imposer à la tête du

royaume, tout particulièrement Mohamed Ben Salman. La guerre au Yémen est donc pour lui l'occasion de prouver sa capacité d'action pour incarner le nouveau visage moderne du pays.

La coalition vise selon Conesa (2016) à remettre au pouvoir le président Mansour Hadi, renversé par la révolte houthiste chiite, et non pas à lutter contre AQPA (*Al-Qaïda* dans la Péninsule arabique), pourtant considérée par l'ancien directeur de la CIA (Central Intelligence Agency), David Petraeus, comme l'une des entités régionales du djihad les plus dangereuses dans le monde.

Malgré leurs importantes forces de frappes, les Saoudiens et leurs alliés se heurtent à une rébellion tenace, les Houthis issus d'une minorité chiite zaydite du Yémen, contrôlent aujourd'hui près d'un quart du pays, ils ont conquis Sanaa, la capitale. Les forces loyalistes, fidèles au nouveau président occupent encore la plus grande partie du territoire avec Aden, devenue la capitale temporaire du régime. Dans cette mosaïque yéménite, AQPA et ses alliés djihadistes continuent d'étendre leurs influences profitant du chaos.

Les Houthis opposent une résistance farouche, d'abord parce qu'au nord, ils sont chez eux, ensuite parce qu'ils jouent habilement des rivalités tribales. Il existe une incontestable solidarité entre tous ces chiites d'obédience zaydite, s'y ajoute l'implication de l'Iran qui, depuis l'engagement de l'Arabie saoudite, s'est à son tour engagé dans la guerre aux côtés des Houthis.

Ockrent (2018) estime que les dirigeants saoudiens continuent de considérer le Yémen comme une sorte de dépendance territoriale, il est donc évident que l'Arabie saoudite se trouve engagée dans le conflit. Les Houthis sont au fait que l'Arabie saoudite arme les forces yéménites. L'Arabie saoudite devient donc partie prenante dans le conflit au nom de la lutte contre le terrorisme, les réunions consacrées à la situation militaire sont houleuses et la ligne de front ne bouge pas. Les Houthis ont beau s'avérer incapables de gérer le pays, ils restent militairement trop puissants pour que l'Arabie saoudite en vienne à bout.

Fin 2017, les rebelles rompent leur alliance avec le président Saleh et le tuent car l'ancien dirigeant s'est rapproché de l'Arabie saoudite. Aussitôt le président Hadi lance une offensive pour reprendre la capitale Sanaa contrôlée par les rebelles Houthis.

L'Arabie saoudite considère l'Iran comme son principal adversaire dans la région. Ses stratèges voient en ce qu'ils appellent l'arc chiite, constitué des chiites iraniens, irakiens, yéménites et libanais, une sorte d'encerclement chiite de son territoire sunnite et surtout une tentative iranienne d'élargir son influence au Moyen-Orient. Aux composantes tribales se superpose ainsi une autre confrontation régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran, seul État à soutenir la rébellion houthiste. Le Royaume saoudien est entré donc en guerre parce qu'il ne supporte plus l'influence croissante du géant chiite dans la région.

Le Yémen occupe une position stratégique au monde grâce au port d'Aden et son contrôle sur le détroit de Bab-el-Mandeb (une porte d'entrée à la mer Rouge par où est acheminé l'essentiel du pétrole destiné au marché européen *via* le canal de Suez). L'une des répercussions majeures du conflit au Yémen sur l'Arabie saoudite, est la menace du blocage de ce détroit. Cette menace est à prendre avec le plus grand sérieux, aussi longtemps que cette voie maritime est fréquentée, car ses enjeux économiques sont très importants. Bab-el-Mandeb est en effet un passage hyper stratégique pour les tankers qui transportent du pétrole brut ou raffiné car, la plupart des exportations du pétrole du Golfe Persique transitent par ce passage, qui voit passer chaque jour ces bateaux chargés de millions de barils de pétrole.

Le détroit représente donc une menace dans le cas d'un blocage maritime, ce qui contraindrait les pétroliers qui livrent leurs bruts ou leurs essences aux pays européens consommateurs, à effectuer un détour par l'Afrique du Sud et faire la remontée de toute l'Afrique pour livrer les clients. Ce magistral détour aura un coût important aux transporteurs en termes de temps, de carburants et d'assurances. Cette hausse des tarifs aura certainement des répercussions sur les prix du carburant à la pompe en Europe.

Plus largement, le Yémen est sur la principale route maritime de la planète, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, route fondamentale quasi vitale pour les monarchies du Golfe Persique, qui ont pour le commerce de leur pétrole un accès direct à l'océan Indien.

❖ **L'intervention militaire controversée des États-Unis en 2015 :** les critiques du rôle des États-Unis au Yémen se basent sur le fait, que la vente d'armes à l'Arabie saoudite pourrait nuire aux intérêts à long terme des Américains. Les Yéménites considèrent que la catastrophe humanitaire est causée par les États-Unis. Les jeunes Yéménites, surtout, se radicalisent, rejoignent *Daech* et AQPA et s'engagent à combattre les États-Unis.

Aujourd'hui que l'Iran menace directement l'Arabie saoudite, les Saoudiens craignent que les rebelles Houthis fidèles à l'Iran ne se radicalisent davantage. Ils sollicitent de plus en plus l'aide américaine afin de réduire à néant leur influence. En effet, ils savent que l'intervention au Yémen, fait également partie de la stratégie anti-terroriste plus large des États-Unis au Moyen-Orient, qui consiste à s'assurer que ce pays ne puisse plus servir de base arrière aux attaques contre les intérêts vitaux des Américains.

Y aurait-il une autre raison pour que les États-Unis soutiennent cette campagne sanglante ? La raison la plus plausible d'après les explications de Laeblanc-Wohrer (2018) est l'accord sur le nucléaire iranien. En effet, en 2015, l'Administration Obama a proposé de lever ses sanctions économiques paralysantes contre l'Iran, en échange de la limitation de son programme

nucléaire. Si ces sanctions sont levées, le pouvoir politique et économique de l'Iran pourrait considérablement accroître son influence dans la région, cela irriterait évidemment l'Arabie saoudite, réticente à l'idée que son ennemi puisse acquérir une plus grande aura dans la région.

Hill (2017) indique que la décision de l'Arabie saoudite d'intervenir encore une fois au Yémen, en lançant des frappes aériennes en 2015, au motif que l'Iran soutenait les Houthis, a eu comme conséquences l'enveniment de ses relations avec Téhéran.

Les États-Unis ont soutenu l'Arabie saoudite sur le plan militaire en vendant des avions de chasse *F-15*, qui constituent la majeure partie de ce que l'armée de l'air saoudienne utilise pour bombarder le Yémen. Lackner (2017) affirme que le soutien américain à l'Arabie saoudite, va bien au-delà de la vente d'armes et contribue directement à accentuer les combats, car elle aide littéralement à ravitailler les avions saoudiens pendant qu'ils pilonnent des cibles au Yémen.

Entre le début de la guerre et le 15 février 2017, l'*US Air Force* a enregistré 1778 sorties de ravitailleurs pour l'opération de ravitaillement en vol, impliquant 7564 événements de ravitaillement avec les avions de la coalition. Étant donné, que de nombreuses sorties de bombardement ne pourraient pas avoir lieu sans cette action, selon Lackner (2017) l'*US Air Force* doit être considérée comme un participant actif aux frappes aériennes, incluant très probablement des frappes qui ont tué des civils et détruit des installations civiles.

Mais, en 2018, Allah (2020) montre que Washington a brusquement cessé de fournir aux avions saoudiens du ravitaillement en vol. Un certain nombre d'observateurs ont confirmé que les Saoudiens, qui auraient vu cette étape venir, estiment que les Américains ont peut-être pris des mesures pour atténuer tout dommage à leurs opérations militaires.

Alors que le Congrès américain a exigé le retrait de l'Administration Trump du drame humanitaire yéménite, et donc l'abandon du soutien à la coalition menée par l'Arabie saoudite, Therme (2020) explique que Téhéran a pour sa part, proposé sa médiation auprès des Houthis. Blâmé pour l'insécurité autour du détroit d'Ormuz, l'Iran propose à l'ONU (Organisation des Nations unies), le 25 septembre 2019, un plan de régional de sécurité en forme de clin d'œil obamien : *Hormuz Peace Endeavor* .

Après l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, ce dernier veut effacer les traces de son prédécesseur Donald Trump, qui avait imposé des sanctions à l'Iran. Il veut amener l'Iran à se plier à l'exigence essentielle de l'accord précédent du JCPOA (The Joint Comprehensive Plan of Action) signé en 2015, à savoir mettre fin à son programme nucléaire. L'intention du nouveau président américain est de contraindre les dirigeants iraniens à s'adapter à sa volonté.

Il est intéressant également de rappeler à cet effet d'après Rezaei (2019), que le JCPOA offrait un allègement des sanctions en échange de l'abandon de la prolifération nucléaire. Pour empêcher l'Iran de contourner les sanctions, le JCPOA a proposé un protocole de garanties strictes basé sur la surveillance électronique et les visites d'inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Signalons qu'outre l'AIEA, les agences nationales de renseignement des États-Unis, d'Israël et de bien d'autres pays surveillent officiellement le programme iranien.

❖ **Les EAU la nouvelle cible des Houthis :** selon Samaan (2020) les rebelles Houthis du Yémen attaquent les EAU au cours de l'année 2022, avec des drones qui ciblent des installations pétrolières près de l'aéroport d'Abou Dhabi, une stratégie explicitement inspirée de celle du *Hezbollah* au Sud-Liban, entre 1992 et 2000.

Quel message envoient-ils à travers ces actions ? D'après Sakhri (2022) les forces armées Houthis avertissent les entreprises et les citoyens étrangers résidant dans les États des EAU, qu'elles n'hésiteront pas à élargir leurs cibles pour inclure des sites et des installations plus importantes au cours de la période à venir.

Les autorités des EAU ont imposé de sévères restrictions à la circulation et à l'utilisation des drones à la suite de cette attaque, telles que l'examen des personnes suspectes à l'intérieur du pays et un contrôle strict des ports et des frontières, ainsi que l'interdiction de l'utilisation des drones pour quelque raison que ce soit.

Depuis le début de la guerre, les EAU ont joué un rôle actif au Yémen. Les troupes émiraties ont soutenu en 2018 le Conseil de transition du Sud, c'est un groupe de séparatistes qui veulent l'indépendance du sud du Yémen. Il faut rappeler aussi, qu'en 2019, ils ont encore joué un rôle important, en retirant leurs forces d'Aden et en affirmant que cela fait partie d'un effort, pour conclure un accord de paix avec les Houthis.

Avec cette attaque, Sakhri (2022) souligne qu'il est également possible que les Houthis aient besoin de tester la capacité militaire des EAU à intercepter des drones, avec leur système de défense aérienne. D'autant plus que, les drones coûtent moins cher que les missiles balistiques et ont un effet relativement efficace. L'utilisation répétée des drones cette fois-ci, le confirmera davantage.

Dans cette situation, on peut estimer, que si les EAU continueront à s'ingérer militairement au Yémen avec le soutien de leurs mandataires, cela inciterait les Houthis à cibler les installations stratégiques émiraties, en utilisant des missiles balistiques et des drones avec comme conséquence, le départ incontestable des étrangers résidant dans ce pays.

Or, l'objectif actuel des EAU est de cesser d'être la cible dans la profondeur de ses territoires de quelque manière que ce soit. Pour atteindre cette finalité, ils peuvent choisir de collaborer avec l'Arabie saoudite pour faire un bloc solide contre les rebelles ou exhorter un plus grand nombre de pays à intervenir contre les Houthis, en soutenant les partis anti-houthis de diverses manières : militairement, économiquement ou diplomatiquement, par le biais de la Communauté internationale et d'organisations internationales, en travaillant intensément pour inclure les Houthis dans les listes du terrorisme international.

Dans ce cas, les efforts des Houthis seront dispersés face aux pressions politiques, économiques et une augmentation de l'interventionnisme militaire étranger sous ses diverses formes. Les Houthis ne pourront plus continuer à agir de la sorte, et peut-être se contenteront-ils de combattre chez eux, ou d'être contraints d'accepter des décisions internationales. La participation militaire peut se diversifier, que ce soit par le biais de conseillers et d'instructeurs militaires, ou du déploiement de forces arabes dans le Golfe Persique pour resserrer l'étau autour des Houthis, avec une participation réelle de forces militaires plus importantes au Yémen sous le parrainage des pays du Golfe Persique. Cette situation n'est pas considérée comme une solution au problème yéménite, mais représenterait une augmentation significative de la pression sur les Houthis.

À cet effet, des *F-22 Raptor* de l'armée de l'air américaine sont arrivés aux EAU après les attaques des rebelles Houthis. Selon Gambrell (2022) les *Raptors* ont atterri sur la base aérienne d'Al-Dhafra, à Abou Dhabi, qui accueille quelque 2000 soldats américains. Ceux-ci ont lancé leurs missiles intercepteurs *Patriot* en réponse aux attaques des Houthis. C'est la première fois que les troupes américaines tirent avec ce genre de missiles depuis l'invasion de l'Irak en 2003.

Gambrell (2022) ajoute aussi que les responsables américains ont refusé de préciser le nombre de *F-22* déployés et le nombre d'aviateurs chargés du soutien de l'aviation, invoquant la sécurité opérationnelle. La présence des *Raptors* renforcera la défense, déjà solide des pays partenaires et fera comprendre aux forces déstabilisatrices, que les États-Unis et leurs alliés sont déterminés à marquer leur présence dans la région.

Ce déploiement intervient après les attaques des Houthis, qui ont coïncidé avec les visites des présidents sud-coréen et israélien dans le pays. Cette situation, place les troupes américaines dans la ligne de mire de ces attaques et augmente le risque d'une escalade régionale, à un moment crucial des pourparlers de Vienne de la même année, visant à rétablir l'accord nucléaire entre l'Iran et les puissances mondiales.

❖ **Conclusion :** la priorité de l'Arabie saoudite actuellement est de mettre fin à ce conflit, qui perdure depuis longtemps. Riyad, qui ne peut plus compter sur le soutien à long terme des États-Unis, doit proposer un cessez-le feu et un retour au dialogue, avec le Gouvernement yéménite et les rebelles. Les Saoudiens ont intérêt à ce que les armes se taisent, car c'est la seule manière qui puisse permettre aux deux belligérants de faire un pas vers la paix. Seuls un processus de paix et une résolution feraient du Yémen, un endroit sûr pour le peuple yéménite. Dans la perspective d'une résolution du conflit au Yémen, l'Administration américaine a ouvert des pourparlers avec les rebelles Houthis en 2019 et en 2022, une étape controversée pour une Administration qui s'est engagée à défier l'Iran.

À cette fin, il est nécessaire de mettre en relief, qu'outre l'arrêt des combats, les Houthis, qui contrôlent la grande moitié nord du pays, dont la capitale Sanaa et le port stratégique d'Al-Hodeïda, réclament, comme préalable à toute négociation, la levée totale du blocus pour importer du carburant et des denrées alimentaires. Ils estiment qu'aucune proposition ne saurait être envisagée tant qu'un seul camp donne sa vision du cessez-le-feu. Par conséquent, ils considèrent qu'ils doivent observer de près ce qui pourrait faire avancer la paix, mais seulement si les propositions en valent la peine. Riyad à son tour redoute que la fin du blocus permette aux Houthis d'importer des armes avec l'appui de l'Iran.

Enfin, sachant que le Yémen abrite la branche terroriste la plus active et la plus dangereuse *d'Al-Qaïda*, les États-Unis ont un intérêt majeur à empêcher ce groupe terroriste, de profiter de la vacance du pouvoir au Yémen pour préparer une nouvelle attaque. Il devient claire que le règlement de la crise yéménite doit être plus que jamais une priorité pour l'Arabie saoudite et les États-Unis. Mais aujourd'hui que la guerre s'enlise dans une impasse sanglante, l'Administration américaine craint de plus en plus d'être complice de véritables crimes de guerre.

❖ Bibliographie :

1. *Abdulrahman, A. (2018). Les Houthis : la fabrique d'un monstre ,le meurtre d'Ali Saleh et l'avenir du Yémen [en arabe]. Le Caire: Tahrir.*
2. *Allah, A. J. (2020). La boussole du conflit au Yémen. [en arabe]. Istanbul: Entreprise Arabe des Etudes Stratégiques.*
3. *Bonnefoy, L. (2017). Le Yémen :de l'Arabie heureuse à la guerre. Paris: Fayard.*
4. *Conesa, P. (2016). Saoud et Mr. Djihad: La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite. Paris: Robert Laffont.*
5. *Fillieu, J. P. (2013). Le nouveau Moyen Orient. Paris: Fayard.*
6. *Gambrell, J. (2022). US F-22 Fighter Jets Arrive in UAE After Houthi Attacks. Daily News.*
7. *Hill, G. (2017). Yemen Endures: Civil War, Saudi Adventurism and the Future of Arabia. New York: Oxford University Press.*

8. *Lackner, H. (2017). Yemen in Crisis: Autocracy, Neo-. Liberalism and the Disintegration of a State. London: Saqi Books.*
9. *Laeblanc-Wohrer, M. (2018, 03). Comply or die? Les entreprises face à l'exigence de conformité venue des États-Unis . Ifri .*
10. *Laurent, A. (2015, 03). Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran. Outre-Terre .*
11. *Levallois, A. (2017, 01). Pays arabes du Golfe : deux décennies de basculements. Confluences Méditerranée .*
12. *Louis, F. (2020). Atlas historique du Moyen Orient. Paris: Autrement.*
13. *Mawla, S. E. (2016, Juillet-Aout). Le mouvement houthi . Areion Group .*
14. *Mikaïl, B. (2013, 02). Les organisations combattantes irrégulières du Yémen . Institut de Stratégie Comparée .*
15. *Ockrent, C. (2018). Le prince mystère de l'Arabie. Paris: Robert Laffont.*
16. *Rezaei, F. (2019). Iran's Foreign Policy After the Nuclear Agreement: Politics of Normalizers and Traditionalists (Middle East Today). London: Palgrave Macmillan.*
17. *Sadek, A. (2010). Que savez-vous des Houthis ? [en arabe]. Le Caire: Al Burhan.*
18. *Sakhri, M. (2022). Vision analytique : Pourquoi les Houthis ont-ils utilisé des missiles balistiques pour attaquer Abu Dhabi ? [en arabe]. Politicsdz Revue .*
19. *Samaan, J.-L. C. (2020, 03). Adapting to Adaptive Adversaries :Missiles, Drones, and the Houthis in Yemen. The United Arab Emirates National Defense College Revue .*
20. *Tétart, F. (2015). Atlas des religions. Paris: Autrement.*
21. *Therme, C. (2020). L'Iran et ses rivaux. Entre nation et révolution. Paris: Passés composés.*